

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/TTO/1/Suppl.1  
G/SCM/N/1/TTO/1/Suppl.1  
1<sup>er</sup> juin 1999  
(99-2200)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

TRINITÉ-ET-TOBAGO

### Supplément

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente de Trinité-et-Tobago la communication ci-après, datée du 18 mai 1999.

Se référant à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le gouvernement de Trinité-et-Tobago communique par la présente les lois et règlements suivants concernant ces accords:

- Loi n° 11 de 1992 relative aux droits antidumping et compensateurs – Partie A du Supplément juridique du Journal officiel de Trinité-et-Tobago, Vol. 31, n° 237 du 24 août 1992 (distribués dans le document G/ADP/N/1/TTO/1/Corr.1–G/SCM/N/1/TTO/1 du 22 novembre 1995).

## TABLE DES MATIÈRES

### Page

- Loi modifiée n° 23 de 1995 relative aux droits antidumping et compensateurs – Partie A du Supplément juridique du Journal officiel de Trinité-et-Tobago, Vol. 34, n° 202 du 2 octobre 1995 ..... 2
- Règlement de 1996 relatif aux droits antidumping et compensateurs – Avis n° 25, Partie B du Supplément juridique – Vol. 35, n° 33 du 22 février 1996..... 18
- Règlement de 1996 relatif aux droits antidumping et compensateurs (subventions) – Avis n° 26, Partie B du Supplément juridique – Vol. 35, n° 33 du 22 février 1996..... 26

**RÉPUBLIQUE DE TRINITÉ-ET-TOBAGO**

**LOI N° 23 DE 1995**

portant modification de la Loi de 1992 relative aux droits antidumping et compensateurs

*[Adoptée le 28 septembre 1995]*

Décision	DÉCISION du Parlement de Trinité-et-Tobago:
Intitulé	1. La présente loi est intitulée Loi de 1995 relative aux droits antidumping et compensateurs (amendement).
Interprétation Loi n°11 de 1992	2. Dans la présente loi, le terme "Loi" s'entend de la Loi de 1992 relative aux droits antidumping et compensateurs.
Modifications de l'article 3	3. L'article 3 de la Loi est modifié comme suit:  a) au paragraphe 1)  i) la définition de la "branche de production" est supprimée et remplacée par la définition suivante:  "S'agissant de n'importe quelles marchandises, l'expression "branche de production" s'entend des producteurs de marchandises similaires de Trinité-et-Tobago dont les productions additionnées constituent au moins 25 pour cent de la production de marchandises similaires de Trinité-et-Tobago, sauf:  a) si certains producteurs de marchandises similaires de Trinité-et-Tobago sont associés aux exportateurs ou importateurs, ou s'ils sont eux-mêmes importateurs des marchandises en question, le Ministre peut décider que ces producteurs ne seront pas pris en compte dans l'application de la définition ci-dessus; et  b) Trinité-et-Tobago peut, en ce qui concerne la production en question, être divisée en deux marchés compétitifs et tous ou presque tous les producteurs de l'un de ces marchés peuvent être considérés comme la branche de production si les producteurs de ce marché vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production des marchandises en question sur ce marché, et que la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs des marchandises en question situés dans d'autres parties de Trinité-et-Tobago";  ii) dans la définition de l'expression "personne intéressée", sont supprimés:  A) à l'alinéa a), les mots ", achète, vend";

B) à l'alinéa b), les mots ", achète ou vend"; et

C) l'alinéa d);

(iii) la définition de la "marge de dumping" est supprimée et remplacée par la définition suivante:

"par "marge de dumping", s'agissant d'un article, le montant de la différence entre la valeur normale de cet article et le prix auquel il est exporté lorsque ce prix est inférieur à la valeur normale;"

b) l'alinéa c) est supprimé;

c) le paragraphe 3) est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

"3) Aux fins de la présente loi, une subvention sera réputée exister lorsqu'un avantage sera conféré par l'apport d'une contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public, ou par une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix, et les pouvoirs publics ou un organisme public apportent une contribution financière lorsque:

a) ils effectuent un transfert de fonds direct ou réalisent une transaction comportant un transfert direct potentiel de fonds ou de passif;

b) ils abandonnent ou ne perçoivent pas des recettes publiques normalement exigibles;

c) ils fournissent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale, ou achètent des biens;

d) ils font des versements à un mécanisme de financement, ou chargent un organisme privé d'effectuer tout acte décrit aux alinéas a), b) et c), ou lui ordonnent de le faire.

3A) Une constatation selon laquelle un dommage pouvant donner lieu à une action a été causé sera faite aux fins de la présente loi lorsque les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production produisant des marchandises similaires, ou causent un retard important dans la création de la branche de production de produits similaires à Trinité-et-Tobago.";

d) au paragraphe 4) c), les mots ", de l'avis du Ministre," sont supprimés;

e) au paragraphe 5), le passage allant de "le Ministre est assuré" jusqu'au mot "que" (inclus) immédiatement après l'alinéa d) est supprimé.

Modifications de  
l'article 5

**4.** L'article 5 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1), le passage allant de ", il pourra" jusqu'à la fin de l'alinéa est supprimé et remplacé par les mots "et que ces importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage pouvant donner lieu à une action, le Ministre pourra, par voie d'ordonnance, imposer un droit qualifié de droit antidumping, à moins qu'il considère que cela ne serait pas dans l'intérêt public.";

b) au paragraphe 2), le passage allant de "soit pour prévenir le dommage" jusqu'à la fin de l'alinéa est supprimé et remplacé par les mots "pour empêcher le dumping, mais ne dépasse pas la marge de dumping";

c) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 2):

"3) Sous réserve des dispositions de l'article 10, les droits antidumping seront imposés avec effet prospectif".

Modifications de  
l'article 6

**5.** L'article 6 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1), le passage allant de "qu'une branche de production" jusqu'à "est retardée de façon importante" est supprimé et remplacé par "qu'un dommage pouvant donner lieu à une action est causé";

b) au paragraphe 2), le passage allant de "soit pour prévenir" jusqu'à "selon le cas" est supprimé et remplacé par "pour empêcher qu'un dommage pouvant donner lieu à une action ne soit causé".

Modification de  
l'article 7

**6.** L'article 7 de la Loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2), du paragraphe suivant:

"3) Aux fins de la détermination visée au paragraphe 1), la présente loi s'appliquera comme si le pays tiers était une branche de production déposant une plainte conformément à l'article 18.".

Insertion d'un  
article 7A

**7.** La Loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, de l'article suivant:

"Marges de  
dumping  
individuelles

7A. 1) Lorsque cela sera réalisable, l'Autorité déterminera des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné.

2) Lorsque la détermination de marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné ne sera pas réalisable, l'Autorité choisira un échantillon représentatif d'exportateurs, de producteurs ou de marchandises, déterminera des marges de dumping individuelles pour les exportateurs, producteurs ou marchandises compris dans cet échantillon, puis déterminera la marge de dumping pour l'ensemble des exportateurs, producteurs et marchandises non compris dans l'échantillon, étant entendu que la valeur normale pour ces exportateurs, producteurs et marchandises sera la valeur normale moyenne pondérée des exportateurs, producteurs et marchandises compris dans l'échantillon.

3) Lorsque le paragraphe 2) sera d'application, l'Autorité choisira un échantillon qui soit valable d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elle disposera au moment du choix ou qui corresponde au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.

4) Lorsque cela sera réalisable, l'Autorité choisira un échantillon en consultation avec les exportateurs et les producteurs, et dans le cas de subventions, les représentants du pays exportateur.

5) Lorsqu'elle décidera si la détermination de marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné est réalisable et lorsqu'elle déterminera quel est le plus grand pourcentage du volume des exportations sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter, l'Autorité prendra en considération le nombre des exportateurs, producteurs et marchandises concernés, les délais imposés par la présente loi ou tout règlement établi au titre de celle-ci, les besoins logistiques liés à la visite des installations de tous les exportateurs et des producteurs concernés ainsi que toute autre question pertinente.

6) Le présent article n'empêchera pas l'Autorité de déterminer une marge de dumping individuelle pour tout exportateur, producteur ou marchandise qui ne serait pas compris dans l'échantillon mais pour lequel un questionnaire aurait été dûment rempli et retourné dans le délai prescrit."

Abrogation et  
remplacement de  
l'article 8

**8.** L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par l'article suivant:

"Imposition non  
discriminatoire  
de droits

8. Tout droit, provisoire ou non, sera non discriminatoire et devra être acquitté sur toutes les importations de marchandises dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping ou d'une subvention et qu'elles causent un dommage pouvant donner lieu à une action, à l'exception des importations en provenance de sources dont un engagement aura été accepté."

Modifications de  
l'article 10

**9.** L'article 10 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 3), les mots "dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la notification" sont insérés après les mots "à concurrence de ce montant";

b) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 3):

"3A) Lorsque le prix à l'exportation est déterminé conformément à l'article 13 1) b) et qu'il y a des éléments de preuve concluants selon lesquels toute augmentation du prix auquel les marchandises ont été revendues à une partie indépendante est dûment répercutée sur les prix de vente ultérieurs, les droits mentionnés à l'article 13 1) b) i) ne comprendront pas les droits antidumping aux fins de la détermination du montant de l'exonération prévue dans le présent article."

Modifications de  
l'article 12

**10.** L'article 12 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 3) b), le passage allant de "pays d'exportation:" jusqu'à la fin de l'alinéa est supprimé et remplacé par les mots "pays d'exportation, du montant que le Ministre estimera raisonnable au titre des frais d'administration et de commercialisation, des frais de caractère général et des bénéfices.";

b) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 3):

"3A) Pour déterminer le montant visé au paragraphe 3) b), le Ministre se fondera sur le montant des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général effectivement engagés et sur le montant du bénéfice effectivement réalisé par l'exportateur faisant l'objet de l'enquête en ce qui concerne les ventes, sur le marché intérieur, du produit similaire, ou si ces données ne sont pas disponibles, sur l'un quelconque des montants suivants:

a) le montant des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général effectivement engagés et le montant du bénéfice effectivement réalisé par l'exportateur faisant l'objet de l'enquête en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur, de la même catégorie générale de produits; ou

b) la moyenne pondérée des montants des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général effectivement engagés et du bénéfice effectivement réalisé par d'autres exportateurs faisant l'objet d'une enquête en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur, du produit similaire; ou

c) toute autre base raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par les exportateurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur.";

c) au paragraphe 6) c):

- i) le sous-alinéa ii) est supprimé et remplacé par le sous-alinéa suivant:
  - "ii) le montant que le Ministre estimera raisonnable au titre des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général, ainsi qu'au titre du bénéfice;"
- ii) le sous-alinéa iii) est supprimé;
- d) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 6):

"6A) Pour déterminer le montant visé au paragraphe 6) c) ii), le Ministre se fondera sur le montant des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général effectivement engagés et sur le montant du bénéfice effectivement réalisé par un producteur dans le pays tiers en ce qui concerne les ventes du produit similaire sur le marché intérieur ou, si ces renseignements ne sont pas disponibles, sur l'un quelconque des montants suivants:

  - a) le montant des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général effectivement engagés et le montant du bénéfice effectivement réalisé par un producteur dans le pays tiers en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur, de la même catégorie générale de produits; ou
  - b) la moyenne pondérée des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général effectivement engagés et du bénéfice effectivement réalisé par des producteurs dans le pays tiers en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur, du produit similaire; ou
  - c) toute autre base raisonnable, à condition que le montant correspondant au bénéfice ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par les producteurs dans le pays tiers lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur.";
- e) au paragraphe 7):
  - i) à l'alinéa a), les mots ", de préférence au stade sortie usine ou à un stade aussi proche que possible du stade sortie usine" sont insérés après le mot "commercial";
  - ii) à l'alinéa c), les mots "dont il est démontré qu'elles sont" sont insérés après les mots "les autres différences";
- f) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 7):

"7A) Lorsque la comparaison effectuée conformément à l'alinéa précédent nécessite une conversion de monnaies, cette conversion sera effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente, excepté que:

a) lorsque la monnaie étrangère est vendue sur les marchés à terme dans une transaction directement liée à une vente à l'exportation, la monnaie de la vente à l'exportation sera convertie au taux de change utilisé pour la vente à terme; et

b) les mouvements de taux de change n'ont pas à être pris en compte tant qu'ils ne se sont pas maintenus, pendant une période substantielle.";

g) au paragraphe 9), les mots ", et, dans ce cas, les références faites dans la présente loi au pays d'exportation seront interprétées comme incluant les références au pays d'origine" sont insérés après les mots "déterminée de cette façon";

h) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 10):

"10A) Aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 10), le vendeur de marchandises similaires sera réputé être en mesure de recouvrer dans leur intégralité les montants visés sous A) et B) de l'alinéa a) dudit paragraphe si les prix sont supérieurs à la moyenne pondérée de ces montants calculée sur une base unitaire au cours de la période couverte par l'enquête.";

i) le paragraphe 11) est abrogé.

Modifications de  
l'article 13

**11.** L'article 13 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1):

i) le mot "sera" est supprimé et remplacé par les mots "sera déterminé comme suit:";

ii) à l'alinéa a), les mots "le prix à l'exportation sera" sont insérés après les mots "totale indépendance";

iii) à l'alinéa b), les mots "le prix à l'exportation pourra, nonobstant l'alinéa a), être défini comme" sont insérés après les mots "qui n'est pas associée à l'importateur";

b) au paragraphe 2), le point est supprimé à la fin de l'alinéa b), il est remplacé par "; ou" et l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa b):

"c) les marchandises ne sont pas revendues dans l'état où elles ont été importées.".



Insertion d'un  
article 13A

**12.** La Loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, de l'article suivant:

"Détermination  
de la marge de  
dumping

13A) 1) La marge de dumping d'un exportateur sera déterminée en calculant la moyenne pondérée de tous les prix des exportations vers Trinité-et-Tobago effectuées pendant la période couverte par l'enquête et en la comparant avec la moyenne pondérée de la valeur normale pendant la même période.

2) Nonobstant le paragraphe 1), l'Autorité pourra définir la marge de dumping comme étant la moyenne pondérée des marges de dumping individuelles déterminées en comparant les prix à l'exportation transaction par transaction avec les valeurs normales établies transaction par transaction lorsque les valeurs normales auront été soumises à d'importantes variations pendant la période couverte par l'enquête.

3) Nonobstant les paragraphes 1) et 2), l'Autorité pourra définir la marge de dumping comme étant la moyenne pondérée des marges de dumping individuelles déterminées en comparant les prix à l'exportation transaction par transaction avec la valeur normale moyenne pondérée pour la période couverte par l'enquête lorsqu'elle constatera que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes et qu'il n'est possible de prendre dûment en compte de telles différences en appliquant les paragraphes 1) ou 2), et les raisons de cette détermination seront indiquées dans toute ordonnance imposant un droit antidumping."

Abrogation et  
remplacement de  
l'article 14

**13.** L'article 14 de la Loi est abrogé et remplacé par l'article suivant:

"Pouvoir du  
Ministre  
d'établir des  
déterminations  
en se fondant  
sur les données  
de fait  
disponibles

14. Lorsqu'une personne intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, le Ministre pourra établir des déterminations au titre de l'article 24 ou de l'article 26 de la présente loi sur la base des données de fait disponibles."

Insertion d'un  
article 14A

**14.** La Loi est modifiée par l'insertion, après l'article 14, de l'article suivant:

"Calcul des  
frais

14A) 1) Tous les calculs de frais seront fondés sur les données comptables disponibles, réparties normalement, le cas échéant, en proportion du chiffre d'affaires pour chaque produit et chaque marché considéré.

2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsqu'un exportateur peut prouver que:

a) les principes comptables généralement acceptés dans le pays exportateur prévoient une répartition des frais ou de certains frais autre que sur la base du chiffre d'affaires;

b) traditionnellement, l'exportateur a tenu ses registres comptables et réparti ses frais conformément à ces principes; et

- c) ces registres tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré,

l'Autorité pourra accepter cette répartition des frais au lieu de celle qui est prévue au paragraphe 1).

3) À moins qu'il n'en ait déjà été tenu compte dans la répartition visée aux paragraphes précédents, les frais seront ajustés de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future ou courante, ou des circonstances dans lesquelles les frais ont été affectés, pendant la période couverte par l'enquête, par des opérations de démarrage d'une production.

Modifications de  
l'article 18

**15.** L'article 18 est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1), les mots "des producteurs de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago, ou en leur nom" sont supprimés et remplacés par les mots "une branche de production produisant des marchandises similaires. Toutefois, l'Autorité n'ouvrira pas d'enquête si les membres de la branche de production soutenant la plainte ne représentent pas une production de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago supérieure à celle des membres éventuels de cette branche de production qui notifient par écrit à l'Autorité leur opposition à la plainte et, aux fins du présent paragraphe, tout producteur exclu de la définition de la "branche de production" énoncée à l'article 3 1) ne sera pas pris en compte.";

b) au paragraphe 2), les mots "devra l'être dans la forme approuvée par l'Autorité et" sont supprimés;

c) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 3):

"3A) L'enquête concernant le dumping ou le subventionnement portera normalement sur une période qui ne sera pas inférieure aux six mois civils précédant immédiatement l'ouverture de l'enquête.";

d) au paragraphe 5), les alinéas b) et c) sont supprimés et remplacés par les alinéas suivants:

"b) d'un dommage pouvant donner lieu à une action; et

c) d'un lien de causalité entre ces importations et le dommage allégué pouvant donner lieu à une action.";

e) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 5):

"6) Les procédures de dédouanement de marchandises ne seront pas affectées ou entravées par le seul fait de l'ouverture d'une enquête au titre de la présente loi.".

Insertion d'un  
article 18A

**16.** La Loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, de l'article suivant:

"Affaires  
régionales

18A. 1) Lorsque l'existence d'un dommage a été déterminée pour un marché compétitif de Trinité-et-Tobago conformément à l'alinéa b) de la définition de la "branche de production" donnée à l'article 3 1), la possibilité sera donnée aux exportateurs de cesser d'exporter à des prix de dumping vers la région concernée ou de prendre des engagements conformément à l'article 18.

2) Lorsque la possibilité visée au paragraphe 1) aura été donnée aux exportateurs et que ceux-ci n'auront pas, dans les trente jours, cessé d'exporter vers la région concernée ou pris des engagements conformément à l'article 18, des droits antidumping seront perçus sur toutes les importations de marchandises similaires en provenance du pays en question et à destination d'une partie quelconque de Trinité-et-Tobago, sauf dans le cas prévu au paragraphe 3).

3) Lorsque les exportations de marchandises à destination de la région concernée de Trinité-et-Tobago sont effectuées par des fournisseurs qui ne fournissent ces marchandises au reste de Trinité-et-Tobago, le droit antidumping perçu conformément au paragraphe 2) du présent article ne sera perçu que pour ces fournisseurs."

Modifications de  
l'article 19

**17.** L'article 19 de la Loi est modifié comme suit:

a) cet article est renuméroté "19 1)" et:

i) les mots ", pendant toute la durée de l'enquête" sont insérés après les mots "possibilité raisonnable";

ii) à l'alinéa a), les mots "et de les exposer aussi oralement" sont supprimés;

b) les paragraphes suivants sont insérés après le paragraphe 1) tel qu'il a été renuméroté:

"2) Les renseignements fournis au titre du paragraphe 1) a) ne seront pas pris en compte s'ils ne sont pas reproduits par écrit sous une forme non confidentielle et s'ils ne sont pas mis à la disposition des autres personnes intéressées.

3) Aux fins du paragraphe 1) a), l'Autorité donnera aux personnes intéressées, sur demande, la possibilité de se rencontrer et, ce faisant, elle tiendra compte de la convenance de ces personnes et de la nécessité de préserver la confidentialité, mais aucune personne intéressée ne sera tenue d'assister à une telle rencontre et le fait de ne pas y assister ne sera pas préjudiciable à sa cause.

4) Les utilisateurs industriels du produit faisant l'objet de l'enquête et, lorsque le produit est vendu couramment au stade du détail, les organisations représentatives ne seront pas des personnes intéressées, mais pourront communiquer à l'Autorité des renseignements ayant un rapport avec l'enquête en ce qui concerne le dumping, le subventionnement, le dommage et le lien de causalité entre le dommage et le dumping ou le subventionnement.

5) Les procédures énoncées dans la présente loi n'empêcheront pas l'Autorité d'agir avec diligence pour ce qui est d'ouvrir une enquête, d'établir des déterminations préliminaires ou finales, que celles-ci soient positives ou négatives, ou recommander l'imposition de droits au titre de la Loi dans les délais fixés par ou en vertu de celle-ci."

Insertion d'un  
article 19A

**18.** La Loi est modifiée par l'insertion, après l'article 19, de l'article suivant:

"Demandes  
concernant les  
faits essentiels

19A. 1) Les exportateurs, les producteurs étrangers et les importateurs du produit faisant l'objet de l'enquête et, dans le cas d'un subventionnement, les représentants du pays d'origine, pourront demander à être informés par l'Autorité des faits et considérations essentiels sur la base desquels il est prévu de recommander au Ministre d'imposer un droit antidumping ou un droit compensateur ou de percevoir définitivement les montants retenus comme garanties à titre de droits provisoires.

2) Les demandes de renseignements visées au paragraphe 1) seront adressées par écrit à l'Autorité et préciseront les points particuliers sur lesquels des renseignements sont demandés; l'Autorité devra les recevoir au plus tard un mois après la publication de l'instruction prévue à l'article 25.

3) les renseignements donnés en réponse à une demande seront fournis par l'Autorité par écrit, sans préjudice de toute décision ultérieure que le Ministre pourra prendre, et ils seront fournis au plus tard quinze jours avant que la proposition de détermination finale prévue à l'article 26 soit soumise au Ministre."

Modifications de  
l'article 23

**19.** L'article 23 de la Loi est modifié comme suit:

a) le paragraphe 1) est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant:

"1) Une enquête sera close conformément au présent article, à l'article 26 ou à l'article 28.";

b) au paragraphe 2):

i) les mots "sur recommandation de l'Autorité," sont insérés après le mot "si";

ii) le passage allant de "ou si l'Autorité" jusqu'à "par le Ministre" est supprimé et le mot "assuré(e)" est remplacé par "assuré";

c) le paragraphe 5) est abrogé et remplacé par les paragraphes suivants:

"5) Sans préjudice de l'article 23 1), le Ministre pourra, sur recommandation de l'Autorité, donner l'instruction de suspendre ou de clore une enquête suite à une demande écrite présentée au nom de la branche de production à la demande de laquelle l'enquête avait été ouverte.

6) Le Ministre donnera l'instruction de clore l'enquête en ce qui concerne un exportateur ou un producteur particulier lorsque, sur recommandation de l'Autorité, il sera convaincu que la marge de dumping pour cet exportateur ou producteur est inférieure à deux pour cent de la valeur en douane, ou selon le cas, que la marge de subventionnement est inférieure à un pour cent de la valeur en douane.

7) Le Ministre donnera l'instruction de clore une enquête en ce qui concerne des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance d'un pays particulier lorsque, sur recommandation de l'Autorité, il sera convaincu que le volume de ces importations, effectives ou potentielles, ou le dommage, est négligeable.

8) Aux fins du paragraphe 7), le volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance d'un pays particulier sera considéré comme négligeable s'il est constaté qu'il représente moins de trois pour cent de toutes les importations de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago, mais le présent paragraphe ne sera pas d'application lorsque deux pays ou plus qui, individuellement, contribuent pour moins de trois pour cent de toutes les importations de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago y contribuent collectivement pour plus de sept pour cent."

Modifications de  
l'article 25

**20.** L'article 25 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1), les mots ", sous réserve que cette instruction ne prenne pas effet moins de soixante jours après la date d'ouverture de l'enquête" sont insérés après les mots "conformément à l'article 31";

b) le paragraphe 2) est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant:

"2) Le taux ou le montant du droit à acquitter ou à garantir ne dépassera pas la marge de dumping ou le montant du subventionnement, selon le cas, déterminés par le Ministre conformément à l'article 24.";

c) au paragraphe 3):

i) à l'alinéa a), le mot "élevé" est supprimé et remplacé par le mot "faible"; et

ii) à l'alinéa b), le mot "faible" est supprimé et remplacé par le mot "élevé".

Modifications de  
l'article 26

**21.** L'article 26 de la Loi est modifié comme suit:

a) le paragraphe 1) est abrogé et remplacé par les paragraphes suivants:

"1) Le Ministre procédera à une détermination finale sur le point de savoir si les marchandises qui font l'objet de l'enquête sont de nature à l'amener à prendre une ordonnance imposant un droit.

1A) L'avis concernant une détermination finale et toute ordonnance qui pourrait en résulter sera publié au plus tard quatre mois après que la détermination préliminaire aura été effectuée au titre de l'article 24; néanmoins, lorsque des exportateurs représentant un pourcentage notable des échanges commerciaux en question en feront la demande, ou qu'ils ne s'opposeront pas à une notification en ce sens de l'Autorité, ce délai de quatre mois pourra être porté à six mois.";

b) le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 2):

"3) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, la détermination finale sera effectuée au plus tard dix-huit mois après la date d'ouverture de l'enquête.".

Modifications de  
l'article 28

**22.** L'article 28 de la Loi est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1), le passage allant des mots "ou de menacer de causer" jusqu'à la fin du paragraphe est supprimé et remplacé par les mots "un dommage pouvant donner lieu à une action.";

b) les paragraphes suivants sont insérés après le paragraphe 1):

"1A) Aucun engagement ne sera accepté au titre du présent article si une détermination préliminaire n'a pas été effectuée au titre de l'article 24, ou si cet engagement est offert moins de quinze jours avant la date à laquelle l'Autorité présentera au Ministre des propositions d'action définitive.

1B) Le Ministre pourra refuser un engagement s'il considère son acceptation irréaliste, ou pour toute raison de politique générale; il communiquera alors par écrit les raisons de sa décision à la personne offrant l'engagement et, lorsque cela sera réalisable, ménagera à cette personne la possibilité de formuler des observations à cet égard avant que le refus ne prenne effet.

1C) Un engagement pourra être suggéré par l'Autorité, mais personne ne sera tenu d'y souscrire.

1D) Le fait qu'une personne n'offre pas d'engagement ou n'accepte pas une invitation à le faire ne préjugera en aucune manière l'examen de sa cause.";

c) le paragraphe 2) est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant:

"2) L'augmentation de prix prévue dans un engagement ne dépassera pas la marge de dumping ou le montant de la subvention, selon le cas.";

d) les paragraphes 7) et 8) sont abrogés.

Abrogation et  
remplacement de  
l'article 29

**23.** L'article 29 de la Loi est abrogé et remplacé par les articles suivants:

"Réexamen de  
l'imposition de  
droits

29. 1) Le Ministre réexaminera l'imposition d'un droit dans les cas où cela sera justifié, de sa propre initiative, ou sur recommandation de l'Autorité.

2) Lorsqu'une partie intéressée en fait la demande et produit des éléments de preuve d'un changement de circonstances suffisant pour justifier un réexamen, l'Autorité pourra faire une recommandation au titre du paragraphe 1) si au moins un an s'est écoulé depuis l'imposition du droit ou son dernier réexamen.

3) Avant de faire une recommandation au titre du paragraphe 1), l'Autorité pourra ouvrir une enquête au titre de l'article 18 si cela est justifié, et l'ouverture de cette enquête n'aura pas d'incidence sur les droits en vigueur.

4) Lorsque le réexamen le justifiera, le Ministre pourra modifier ou révoquer l'ordonnance imposant le droit, mais ce droit sera maintenu ou confirmé dans la mesure nécessaire pour contrebalancer les effets dommageables du dumping ou de la subvention.

5) Les paragraphes 1) à 4) s'appliqueront aux engagements en matière de prix comme si les références aux droits incluaient des références aux engagements en matière de prix.

Durée des droits

29A. 1) Sous réserve des dispositions du présent article, les droits expireront au cinquième anniversaire de leur entrée en vigueur ou, selon le cas, de leur dernier réexamen.

2) Les droits n'expireront pas au cinquième anniversaire comme indiqué au paragraphe 1) si à cette date une enquête est en cours au titre de l'article 29 ou du présent article.

3) Lorsque, au moins un mois avant le cinquième anniversaire mentionné au paragraphe 1), une personne intéressée présente à l'Autorité des éléments de preuve établissant *prima facie* que l'expiration des droits entraînerait à nouveau un dommage pouvant donner lieu à une action, l'Autorité ouvrira immédiatement une enquête.

4) Les dispositions de la présente loi s'appliqueront à une enquête ouverte au titre du présent article de la même manière qu'elles s'appliquent aux enquêtes ouvertes au titre de l'article 18.

5) Les droits resteront en vigueur en attendant le résultat d'une enquête ouverte au titre du présent article ou de l'article 29.

6) Quelle qu'en soit la raison, la suppression ou l'expiration d'un droit fera l'objet d'un avis.

7) Les paragraphes 1) à 6) s'appliqueront aux engagements en matière de prix comme si les références aux droits incluaient des références aux engagements en matière de prix.

Réexamen  
concernant les  
nouveaux venus

29B. 1) Lorsqu'une personne convainc l'Autorité qu'en ce qui concerne un produit visé par une ordonnance au titre de l'article 7:

- a) elle n'a pas exporté ce produit vers Trinité-et-Tobago au cours de la période couverte par l'enquête utilisée pour déterminer les faits sur la base desquels l'ordonnance a été prise;
- b) elle n'est associée à aucune des personnes dont les produits sont assujettis à l'ordonnance lorsqu'ils sont importés à Trinité-et-Tobago;
- c) elle a exporté le produit vers Trinité-et-Tobago après la période couverte par l'enquête,

L'Autorité ouvrira une enquête au titre de l'article 9 selon les modalités et dans les limites fixées dans le présent article.

2) L'enquête visée au paragraphe 1) sera menée aussi rapidement que possible conformément aux dispositions de la présente loi, mais elle se limitera à la vérification des points mentionnés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1) et à la détermination de la marge de dumping de la personne en question.

3) Au terme de l'enquête visée au paragraphe 1), le Ministre déterminera si les marchandises qui ont fait l'objet de l'enquête sont des marchandises pour lesquelles il peut prendre une ordonnance imposant un droit, et cette détermination fera l'objet d'un avis.

4) Au cours de l'enquête visée au paragraphe 1), les marchandises exportées par la personne en question seront exemptées de droit antidumping, et toute ordonnance que le Ministre prendra pour imposer un droit antidumping sur ces marchandises aura un effet rétroactif à la date d'ouverture de l'enquête.

5) L'Inspection exigera et prendra des garanties adéquates pour le paiement du droit à acquitter rétroactivement conformément au paragraphe 4).".

Modification de  
l'article 30

**24.** L'article 30 3) de la Loi est modifié par l'insertion, après les mots "la date de l'instruction provisoire", des mots "; toutefois, un droit antidumping ne sera pas imposé avec effet rétroactif avant la date d'ouverture de l'enquête.".

Modifications de  
l'article 34

**25.** L'article 34 2) de la Loi est modifié comme suit:

- a) le mot "enfin" est supprimé à la fin de l'alinéa g);
- b) le point à la fin de l'alinéa h) est supprimé et remplacé par un point virgule; et



c) l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa h):

"i) le fait que des subventions peuvent ou non donner lieu à des mesures compensatoires, et le calcul du montant des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires.".

Loi adoptée par le Sénat ce 18 juillet 1995.

D. DOLLY  
*Greffier du Sénat par intérim*

Loi adoptée par la Chambre des Représentants ce 13 septembre 1995.

J. SAMPSON  
*Greffier de la Chambre*

**PARTIE B DU SUPPLÉMENT JURIDIQUE – VOL.35, N° 33 – 22 FÉVRIER 1996**

AVIS N° 25

RÉPUBLIQUE DE TRINITÉ-ET-TOBAGO

LOI DE 1992 RELATIVE AUX DROITS ANTIDUMPING ET COMPENSATEURS

RÈGLEMENT

Établi par le Ministre du commerce et de l'industrie au titre de l'article 34 de la  
Loi relative aux droits antidumping et compensateurs

RÈGLEMENT DE 1996  
RELATIF AUX DROITS ANTIDUMPING ET COMPENSATEURS

- |          |  |
|----------|--|
| Intitulé | 1. Le présent règlement est intitulé Règlement de 1996 relatif aux droits antidumping et compensateurs.  |
| Plaintes | 2. 1) Toute plainte déposée au titre de l'article 18 de la Loi contiendra les renseignements suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>a) le nom et l'adresse du plaignant;</li><li>b) la branche de production au nom de laquelle la plainte est déposée, et une lettre de chaque producteur soutenant cette plainte indiquant qu'il consent à être représenté par le plaignant;</li><li>c) une liste de tous les producteurs connus de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago;</li><li>d) lorsqu'ils sont connus, le volume et la valeur de la production de chacun des producteurs mentionnés à l'alinéa c);</li><li>e) une description complète de la marchandise dont il est allégué qu'elle fait l'objet d'un dumping ou d'une subvention;</li><li>f) le nom du ou des pays d'origine et, lorsqu'ils sont différents, des pays d'exportation;</li><li>g) une liste de tous les producteurs connus dans le pays d'origine;</li><li>h) une liste de tous les exportateurs connus dans le pays d'origine, et, lorsque les marchandises sont exportées d'un pays autre que le pays d'origine, une liste de tous les exportateurs du pays d'exportation;</li></ul> |

- i) une liste de tous les importateurs connus de la marchandise en question à Trinité-et-Tobago;
- j) des éléments de preuve du dumping ou du subventionnement, selon le cas, pendant au moins six mois avant le dépôt de la plainte;
- k) des éléments de preuve de l'existence d'un dommage pouvant donner lieu à une action au regard des facteurs énumérés à la règle 4 et des éléments de preuve indiquant que ce dommage pouvant donner lieu à une action résulte des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping ou d'une subvention.

2) Les documents sur lesquels le plaignant se fonde pour déposer sa plainte seront fournis avec la plainte.

3) Lorsque l'Autorité recevra une plainte écrite relative à des marchandises faisant l'objet d'un dumping ou de subventions, elle devra, dans les quinze jours à compter de la date de réception de cette plainte:

- a) lorsque la plainte est conforme à l'article 18 2) de la Loi, faire en sorte que ce plaignant, et dans le cas de marchandises faisant l'objet de subventions, le gouvernement du pays d'exportation soient informés par écrit de la réception de la plainte et de sa conformité à la Loi; ou
- b) lorsque la plainte n'est pas conforme à l'article 18 2) de la Loi, faire en sorte que le plaignant soit informé de la réception de la plainte et du fait que des renseignements ou des pièces supplémentaires sont nécessaires pour que la plainte soit conforme à la Loi; elle pourra alors fixer un délai pour la communication de ces renseignements supplémentaires.

4) Aux fins du paragraphe 1), lorsque l'Autorité recevra d'un plaignant des renseignements écrits ou des pièces supplémentaires, la plainte sera réputée avoir été reçue à la date à laquelle l'Autorité aura reçu ces renseignements écrits ou ces pièces supplémentaires.

Audition  
préliminaire

3. Aux fins de l'article 18 5) de la Loi, avant d'ouvrir une enquête, que ce soit de sa propre initiative ou à la suite d'une plainte, l'Autorité procédera à une audition préliminaire de toutes les personnes intéressées et des experts et autres témoins qu'elle jugera utile d'entendre; en outre:

- a) elle publiera un avis relatif à cette audition préliminaire;
- b) elle pourra exiger, sous réserve de la règle 5, que toute personne susmentionnée remplisse un questionnaire.

Avis d'ouverture  
d'une enquête

4. 1) Lorsque l'Autorité décidera d'ouvrir une enquête, elle en publiera l'avis conformément à l'article 32 de la Loi et pourra, sous réserve de la règle 5, exiger que toute personne mentionnée dans cet article remplisse un questionnaire.

2) Sans préjudice de l'article 32 de la Loi, l'avis de l'ouverture d'une enquête contiendra les renseignements suivants:

- a) le nom du ou des pays exportateurs et la marchandise concernée;
- b) la date d'ouverture de l'enquête;
- c) le fondement des allégations de dumping ou de subventionnement;
- d) un résumé des facteurs motivant les allégations de dommage pouvant donner lieu à une action;
- e) l'adresse à laquelle les parties intéressées peuvent faire parvenir leurs observations écrites ou envoyer leurs demandes de questionnaire, ainsi que les délais impartis pour ces opérations.

3) L'Autorité fournira un exemplaire de la plainte avec chaque exemplaire de l'avis adressé au titre du paragraphe 1).

4) Lorsque l'Autorité décidera de ne pas ouvrir d'enquête, elle adressera un avis écrit de sa décision au plaignant en exposant ses raisons.

Questionnaire 5. 1) Lorsque l'Autorité demandera qu'un questionnaire soit rempli au titre des règles 3 ou 4, elle ménagera un délai de trente jours ou tout autre délai supérieur qu'elle jugera approprié pour la fourniture des renseignements demandés.

2) L'Autorité vérifiera tous les renseignements qui lui auront été fournis au moyen d'un questionnaire.

Enquête sur le territoire d'autres pays 6. 1) L'Autorité pourra mener une enquête sur le territoire d'un autre pays, si les circonstances le justifient, à condition qu'elle en informe ce pays à l'avance et que celui-ci ne formule pas d'objections.

2) L'Autorité pourra mener une enquête dans les locaux d'une organisation commerciale située sur le territoire d'un autre pays ou examiner les registres de cette organisation si celle-ci l'accepte et si le pays sur le territoire duquel se trouve l'organisation commerciale est informé de l'enquête ou de l'examen des registres et ne formule pas d'objections.

Regroupement d'enquêtes 7. 1) Deux enquêtes ou plus pourront être regroupées en une seule lorsque ces enquêtes portent sur la même marchandise ou sur des marchandises similaires.

2) Une enquête ne pourra pas être regroupée au titre du paragraphe 1) si une détermination préliminaire au titre de l'article 24 de la Loi a été faite à son sujet.

3) Lorsque des enquêtes seront regroupées au titre du paragraphe 1), l'Autorité adressera par écrit un avis de ce regroupement aux importateurs, aux exportateurs, au gouvernement des pays d'exportation et aux plaignants éventuellement concernés par les enquêtes.

Éléments de preuve  
fournis par des  
experts

8. L'Autorité pourra demander à des experts et à toute autre personne qu'elle jugera appropriée de fournir des éléments de preuve pertinents pour les enquêtes en cours.

Présentation de  
preuves à l'Autorité

9. 1) Lorsque:

- a) dans une enquête concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises; ou
- b) en relation avec la vente:
  - i) de marchandises à un importateur de Trinité-et-Tobago; ou
  - ii) de marchandises dédouanées quatre-vingt-dix jours avant l'ouverture d'une enquête,

l'Autorité aura des motifs raisonnables de penser qu'une personne de Trinité-et-Tobago est en mesure de fournir des éléments de preuve pertinents pour l'enquête ou pour l'établissement, aux fins de faciliter l'administration ou l'application de la Loi, d'une estimation du droit qui peut être exigible sur les marchandises lorsqu'elles sont importées à Trinité-et-Tobago, elle pourra, par un avis écrit, demander à cette personne de lui fournir les éléments de preuve mentionnés dans l'avis.

2) Lorsque, par avis écrit conformément au paragraphe 1), l'Autorité exigera d'une personne qu'elle lui fournisse des éléments de preuve, elle devra:

- a) communiquer dans son avis des renseignements suffisants pour que la personne puisse identifier les éléments de preuve;
- b) préciser dans l'avis dans quel délai, de quelle manière et sous quelle forme les éléments de preuve doivent être fournis.

3) S'il est exigé d'une personne, par un avis adressé conformément au paragraphe 1), qu'elle fournisse des éléments de preuve à l'Autorité, cette personne devra:

- a) si elle peut raisonnablement le faire, fournir les éléments de preuve conformément à l'avis;
- b) si elle ne peut raisonnablement fournir qu'une partie des éléments de preuve conformément à l'avis:
  - i) fournir cette partie des éléments de preuve; et
  - ii) adresser à l'Autorité une déclaration écrite identifiant le reste des éléments de preuve et précisant la raison pour laquelle elle ne peut raisonnablement les fournir conformément à l'avis; et

- c) si elle ne peut raisonnablement fournir les éléments de preuve conformément à l'avis, adresser à l'Autorité une déclaration en ce sens en précisant la raison pour laquelle elle ne peut raisonnablement le faire.

4) Lorsque, conformément au paragraphe 2) b), l'Autorité précisera le délai imparti pour fournir les éléments de preuve, elle pourra, soit avant soit après la date d'expiration du délai, proroger ledit délai.

Constatation de l'existence d'un dommage pouvant donner lieu à une action

10. 1) Lorsqu'une plainte sera déposée pour un dommage pouvant donner lieu à une action, l'Autorité examinera les faits qu'elle jugera pertinents compte tenu des circonstances et elle prendra dûment en considération les facteurs suivants:

- a) le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention évalué en termes absolus ou par rapport à la production ou la consommation à Trinité-et-Tobago;
- b) l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention sur les prix, qui sera évalué en déterminant:
  - i) s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention, sous-cotation notable du prix par rapport au prix des marchandises similaires produites à Trinité-et-Tobago; ou
  - ii) si ces importations ont pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites;
- c) l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention sur la branche de production produisant des marchandises similaires, évaluée par rapport à tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, notamment les ventes, les bénéfices, la production, la part de marché, la productivité, le retour sur investissement, le taux d'utilisation de la capacité de production, les stocks, les flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux et des investissements,

mais aucune de ces dispositions ne sera interprétée comme contraignant l'Autorité à donner priorité à l'un quelconque des facteurs mentionnés aux alinéas a) à c) pour prendre sa décision.

2) Lorsque les importations de marchandises en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'une enquête au titre de la Loi, l'effet cumulatif des importations en provenance de tous les pays pourra être réputé être un effet des importations en provenance de chacun des pays visés par l'enquête lorsque les conditions suivantes seront remplies:

- a) les importations en provenance de tout exportateur pris en compte font l'objet d'un dumping dont la marge n'est pas inférieure à deux pour cent; et
- b) le volume des importations en provenance de tout pays pris en compte n'est pas négligeable au sens de l'article 23 5A) de la Loi; et
- c) une évaluation cumulative des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les marchandises importées et des conditions de concurrence entre les marchandises importées et les marchandises similaires produites par la branche de production.

3) L'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention sera évalué par rapport à la production des marchandises similaires par la branche de production lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices; s'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production, les effets des importations qui font l'objet d'un dumping ou d'une subvention seront évalués par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant les marchandises similaires, pour lequel les renseignements nécessaires pourront être fournis.

4) Une détermination concluant à une menace de dommage pouvant donner lieu à une action ne pourra être établie que lorsqu'il sera probable qu'une situation particulière évoluera vers un tel dommage; pour établir cette détermination, l'Autorité prendra en considération des facteurs tels que:

- a) le taux d'accroissement des importations à Trinité-et-Tobago faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention;
- b) la capacité d'exportation dans le pays d'exportation, qui existe déjà ou qui sera opérationnelle dans un avenir prévisible, et la probabilité que les exportations résultant de cette capacité seront destinées à Trinité-et-Tobago;
- c) l'effet de dépression des prix ou d'empêchement des hausses de prix qu'ont les prix des importations et la probabilité que ces prix entraînent une augmentation de la demande de marchandises importées;
- d) les stocks de marchandises visées par l'enquête;
- e) la nature de toute subvention et les effets qui en découleront probablement sur les échanges commerciaux.

5) Les dommages causés par d'autres facteurs tels que le volume et les prix des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping ou d'une subvention, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et de la branche de production et la concurrence entre eux, l'évolution des techniques

ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production, qui, individuellement ou conjointement, ont aussi un effet défavorable sur la branche de production nationale, ne seront pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention.

6) L'Autorité pourra, dans des cas exceptionnels, constater l'existence d'un dommage pouvant donner lieu à une action même s'il n'est pas causé de dommage à une proportion substantielle de la branche de production nationale si:

- a) il y a une concentration d'importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention sur un marché isolé; et
- b) les importations faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention causent un dommage pouvant donner lieu à une action aux producteurs de la totalité de la production à l'intérieur de ce marché.

Constatations sur la  
base des éléments  
de preuve  
disponibles

11. Lorsqu'une partie intéressée ou un pays refusera de donner à l'Autorité accès aux renseignements nécessaires ou ne les lui communiquera pas dans le délai qu'elle aura fixé ou dans un délai raisonnable si l'Autorité n'a pas fixé de délai, ou entravera ses enquêtes, l'Autorité pourra procéder à ses constatations sur la base des renseignements dont elle disposera et adresser au Ministre les recommandations qu'elle jugera appropriées compte tenu des circonstances.

Constatations  
préliminaires

12. 1) Dans les soixante-quinze jours à compter de la date de réception de la plainte, ou dans tout autre délai supérieur que le Ministre pourra autoriser, sous réserve de l'article 24 1) de la Loi, l'Autorité présentera ses constatations préliminaires au Ministre pour permettre à celui-ci de procéder à une détermination préliminaire au titre de l'article 24 de la Loi et de prendre toute mesure provisoire au titre de l'article 25 de la Loi.

2) Sans préjudice de l'article 32 de la Loi, l'avis visé à l'article 24 2) de la Loi contiendra les renseignements suivants:

- a) le nom des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, le nom du pays fournisseur concerné;
- b) une description du produit qui l'identifie de manière adéquate à des fins douanières;
- c) les marges du dumping ou de subventionnement établies et une explication des raisons du choix de la méthodologie utilisée;
- d) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage; et
- e) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

Constatation finale

13. L'Autorité présentera au Ministre un rapport détaillé contenant:

- a) sa constatation finale concernant:



- i) le prix à l'exportation, la valeur normale et la marge de dumping des marchandises considérées;
  - ii) la question de savoir si une subvention est accordée pour les marchandises visées par l'enquête, et le montant de cette subvention;
  - iii) la question de savoir si l'importation de ces marchandises à Trinité-et-Tobago cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie à Trinité-et-Tobago ou cause un retard important dans la création d'une branche de production à Trinité-et-Tobago;
- b) le fondement de ses constatations; et
  - c) ses recommandations relatives aux mesures à prendre,

dans les cent vingt jours à compter de la date de détermination préliminaire ou dans tout autre délai supérieur que le Ministre pourra, sous réserve de l'article 26 1) de la Loi, accorder dans des cas exceptionnels.

Fait ce 30 janvier 1996.

M. ASSAM

*Ministre du commerce et de l'industrie*

Présenté à la Chambre des Représentants ce 16 février 1996.

J. SAMPSON

*Greffier de la Chambre*

Présenté au Sénat ce 6 février 1996.

N. COX

*Greffier du Sénat*

**PARTIE B DU SUPPLÉMENT JURIDIQUE – VOL.35, N° 33 – 22 FÉVRIER 1996**

AVIS N° 26

RÉPUBLIQUE DE TRINITÉ-ET-TOBAGO

LOI DE 1992 RELATIVE AUX DROITS ANTIDUMPING ET COMPENSATEURS

RÈGLEMENT

Établi par le Ministre du commerce et de l'industrie au titre de l'article 34 de la  
Loi relative aux droits antidumping et compensateurs

RÈGLEMENT DE 1996  
RELATIF AUX DROITS ANTIDUMPING ET COMPENSATEURS (SUBVENTIONS)

- |                |   |
|----------------|---|
| Intitulé       | 1. Le présent règlement est intitulé Règlement de 1996 relatif aux droits antidumping et compensateurs (subventions).   |
| Interprétation | 2. Aux fins du présent règlement:<br><br>le terme "entreprise" s'entend d'une entreprise commerciale, d'une branche de production ou d'un groupe d'entreprises commerciales ou de branches de production;<br><br>l'expression "cadre général de développement régional" s'entend d'une politique de développement régional cohérente sur le plan interne et généralement applicable comprenant un programme régional de subventions, à condition que les subventions pour le développement régional accordées en vertu du programme ne soient pas accordées en des points géographiques isolés n'ayant aucune ou pratiquement aucune influence sur le développement d'une région;<br><br>l'expression "autorité qui accorde la subvention" s'entend de tout gouvernement ou organisme public extérieur à Trinité-et-Tobago qui accorde une subvention;<br><br>l'expression "recherche industrielle" s'entend de la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances, l'objectif étant que ces connaissances puissent être utiles pour mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services ou entraîner une amélioration notable des produits, procédés ou services existants;<br><br>l'expression "critères neutres et objectifs" s'entend de critères ou de conditions clairement énoncés dans une loi écrite ou dans tout autre document officiel de manière à permettre des vérifications, et qui, selon le cas, ne favorisent pas:<br><br>a) certaines entreprises par rapport à d'autres; ces critères doivent être de nature économique et d'application horizontale, comme par exemple le nombre d'employés et la taille de l'entreprise; |

- b) certaines régions, au-delà de ce qui est approprié pour éliminer ou réduire les disparités régionales dans un cadre général de développement régional;

l'expression "activité de développement préconcurrentielle" s'entend de la concrétisation des résultats de la recherche industrielle dans un plan, un schéma ou un dessin pour des produits, procédés ou services nouveaux, modifiés ou améliorés, qu'ils soient destinés à être vendus ou utilisés, y compris:

- a) la création d'un premier prototype qui ne pourrait pas être utilisé commercialement;
- b) la formulation conceptuelle et le dessin d'autres produits, procédés ou services ainsi que des projets de démonstration initiale ou des projets pilotes, à condition que ces projets ne puissent pas être convertis ou utilisés pour des applications industrielles ou une exploitation commerciale,

mais elle ne comprend pas les modifications de routine ou modifications périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication, services existants et autres opérations en cours, même si ces modifications constituent des améliorations;

l'expression "région" s'entend d'une région à l'intérieur du territoire du pays d'origine ou du pays d'exportation.

Subvention devant  
être spécifique

3. Une subvention ne fera l'objet de mesures compensatoires que si elle est spécifique à une entreprise.

Spécificité

4. 1) Sous réserve du paragraphe 2), aux fins de déterminer si une subvention est spécifique à une entreprise, les principes suivants seront d'application:

- a) dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention, il y aura spécificité; et
- b) dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, subordonne à des critères neutres et objectifs le droit de bénéficier de la subvention et le montant de celle-ci, il n'y aura pas spécificité, à condition que le droit de bénéficier de la subvention soit automatique et que lesdits critères soient observés strictement.

2) Si, nonobstant toute apparence de non-spécificité résultant de l'application des principes énoncés au paragraphe 1), il y a des raisons de croire que la subvention peut en fait être spécifique, l'Autorité pourra prendre en considération les facteurs suivants:

- a) utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité d'entreprises;

- b) utilisation dominante d'un programme de subventions par une entreprise;
- c) octroi à une entreprise de montants de subvention disproportionnés;
- d) manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé un pouvoir discrétionnaire dans la décision d'accorder une subvention, y compris, en particulier, renseignements sur la fréquence avec laquelle des demandes concernant une subvention ont été approuvées ou refusées et les raisons de ces décisions;
- e) importance de la diversification des activités économiques dans la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention; et
- f) période pendant laquelle le programme de subventions a été appliqué.

3) Une subvention qui est limitée à une entreprise située à l'intérieur d'une région géographique déterminée relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention sera spécifique; toutefois, aux fins du présent paragraphe, le terme "subvention" n'inclut pas la fixation ou la modification de taux d'imposition d'application générale par une autorité habilitée à le faire.

Subventions réputées  
spécifiques

5. 1) Nonobstant la règle 4, les subventions suivantes sont réputées être spécifiques:

- a) subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation; et
- b) subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

2) Aux fins du paragraphe 1) a):

- a) le simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne fera pas de cette subvention, pour cette seule raison, une subvention subordonnée aux résultats à l'exportation; et
- b) des subventions seront considérées comme étant subordonnées de fait aux résultats à l'exportation lorsque les faits démontrent que l'octroi d'une subvention, sans avoir été juridiquement subordonné aux résultats à l'exportation, est en fait lié aux exportations ou recettes d'exportation effectives ou prévues.

Éléments de preuve  
de la spécificité

6. Toute détermination de spécificité sera clairement étayée par des éléments de preuve positifs.

Subventions ne  
donnant pas lieu à

7. Les subventions suivantes ne donneront pas lieu à des mesures compensatoires:

- |            |   |
|------------|---|
| une action | <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les subventions qui ne sont pas spécifiques au sens des règles 4 et 5;</li> <li>b) les subventions qui sont spécifiques au sens des règles 4 et 5, mais qui remplissent les conditions énoncées aux règles 8, 9 ou 10;</li> </ul> |
| Annexe     | <ul style="list-style-type: none"> <li>c) l'élément de subvention qui peut exister dans l'une quelconque des mesures énumérées à l'Annexe.</li> </ul>   |

Subventions à la recherche

8. 1) Les subventions accordées à des activités de recherche menées par des entreprises ou par des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche ayant passé des contrats avec des entreprises ne donnent pas lieu à des mesures compensatoires si les subventions accordées couvrent au maximum 75 pour cent des coûts de la recherche industrielle ou 50 pour cent des coûts de l'activité de développement préconcurrentielle, et à condition que ces subventions se limitent exclusivement aux éléments suivants:

- a) dépenses de personnel (chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui employés exclusivement pour l'activité de recherche);
- b) coûts des instruments, du matériel et des terrains et locaux utilisés exclusivement et de manière permanente (sauf en cas de cession sur une base commerciale) pour l'activité de recherche;
- c) coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour l'activité de recherche, y compris la recherche, les connaissances techniques, les brevets, etc., achetés auprès de sources extérieures;
- d) frais généraux additionnels supportés directement du fait de l'activité de recherche;
- e) autres frais d'exploitation (par exemple coûts des matériaux, des fournitures et autres frais similaires) supportés directement du fait de l'activité de recherche.

2) Aux fins du présent règlement, les niveaux admissibles de subvention ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires visés dans le présent paragraphe seront établis par référence aux coûts totaux pouvant être pris en compte supportés pendant la durée d'un projet donné.

3) Dans les cas où l'activité de recherche se compose de travaux de recherche industrielle et d'une activité de développement préconcurrentielle, le niveau admissible de subvention ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires n'excédera pas la moyenne simple des niveaux admissibles de subvention ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires applicables à ces deux catégories, calculés sur la base de tous les coûts pouvant être pris en compte indiqués au paragraphe 1) alinéas a) à e).

4) Le présent règlement ne s'applique pas à l'activité industrielle ou à l'activité de développement préconcurrentielle menée en ce qui concerne les aéronefs civils définis dans l'Accord de 1979 sur le commerce des aéronefs civils tel qu'il a

été modifié, ou dans tout accord ultérieur modifiant ou remplaçant cet accord.

Subventions aux  
régions défavorisées

9. 1) Les subventions aux régions défavorisées sur le territoire du pays d'origine ou du pays d'exportation accordées au titre d'un cadre général de développement régional, qui seraient non spécifiques si les critères fixés dans la règle 4 étaient appliqués aux régions concernées y ayant droit, ne donneront pas lieu à des mesures compensatoires, à condition que:

- a) chaque région défavorisée soit une zone géographique précise d'un seul tenant ayant une identité économique et administrative définissable;
- b) la région soit considérée comme défavorisée sur la base de critères neutres et objectifs indiquant que les difficultés de la région sont imputables à des circonstances qui ne sont pas uniquement passagères;
- c) les critères comprennent une mesure du développement économique qui soit fondée sur une combinaison ou sur l'un au moins des facteurs suivants:
  - i) le revenu par habitant ou le revenu des ménages par habitant, ou le produit intérieur brut par habitant, qui ne devra pas dépasser 80 pour cent de la moyenne pour le territoire du pays d'origine ou du pays d'exportation considéré;
  - ii) le taux de chômage, qui devra atteindre au moins 110 pour cent de la moyenne pour le territoire du pays d'origine ou du pays d'exportation considéré,

évalués sur une période de trois ans; et

- d) les prescriptions énoncées à la règle 10 à propos du programme de subvention régionale soient satisfaites.

2) La mesure du développement économique prévue au paragraphe 1) c) pourra inclure tout autre facteur que l'Autorité jugera approprié.

Programmes  
régionaux de  
subventions

10. Pour qu'une subvention puisse faire l'objet d'une exemption en vertu de la règle 9, le programme régional de subvention dans le cadre duquel elle est accordée prévoira:

- a) des plafonds concernant le montant des subventions qui peuvent être accordées à chaque projet subventionné, ces plafonds étant:
  - i) différenciés selon les différents niveaux de développement des régions y ayant droit; et
  - ii) définis en fonction du coût des investissements ou du coût de la création d'emplois;

- b) la répartition large et égale des subventions pour éviter l'utilisation dominante des subventions par une entreprise ou l'octroi à une entreprise de montants de subvention disproportionnés.

Subventions à  
l'adaptation  
d'installations  
existantes

11. 1) Les subventions visant à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la législation qui se traduisent pour les entreprises par des contraintes plus importantes et des charges financières plus lourdes, ne donneront pas lieu à des mesures compensatoires, à condition que la subvention:

- a) soit une mesure ponctuelle, non récurrente;
- b) soit limitée à 20 pour cent du coût de l'adaptation;
- c) ne couvre pas le coût du remplacement et de l'exploitation de l'investissement ayant bénéficié de la subvention, qui doit être intégralement à la charge des entreprises;
- d) soit directement liée et proportionnée à la réduction des nuisances et de la pollution prévue par l'entreprise et ne couvre pas une économie qui pourrait être réalisée sur les coûts de fabrication; et
- e) soit offerte à toutes les entreprises qui peuvent adopter le nouveau matériel ou les nouveaux procédés de fabrication.

Calcul du montant de  
la subvention pouvant  
donner lieu à des  
mesures  
compensatoires

12. 1) Le montant de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires sera calculé en termes d'avantage conféré au bénéficiaire constaté pendant la période d'enquête concernant le subventionnement.

2) La période d'enquête concernant le subventionnement sera normalement l'exercice comptable le plus récent du bénéficiaire, mais pourra être toute autre période d'au moins six mois antérieure à l'ouverture de l'enquête pour laquelle des données financières et autres données pertinentes fiables sont disponibles.

3) Les principes suivants seront appliqués pour calculer l'avantage conféré au bénéficiaire:

- a) une prise de participation des pouvoirs publics au capital social d'une entreprise ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins que l'investissement ne puisse être jugé incompatible avec la pratique habituelle concernant les investissements (y compris pour ce qui est de la fourniture de capital-risque) des investisseurs privés sur le territoire du pays d'origine ou du pays d'exportation;
- b) un prêt des pouvoirs publics n'est pas considéré comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et le montant qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable qu'elle pourrait effectivement obtenir sur le marché. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants;

- c) une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions;
- d) la fourniture de biens ou de services ou l'achat de biens par les pouvoirs publics ne sera pas considéré comme conférant un avantage, à moins que la fourniture ne s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate ou que l'achat ne s'effectue moyennant une rémunération plus qu'adéquate. L'adéquation de la rémunération sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le bien ou service en question dans le pays de fourniture ou d'achat (y compris le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente).

4) Les principes suivants seront appliqués pour calculer le montant des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires:

- a) le montant des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires sera déterminé par unité du produit subventionné exporté vers Trinité-et-Tobago;
- b) toute partie intéressée pourra demander que les éléments suivants soient déduits du montant total de la subvention:
  - i) tous frais de dossier ou autres frais nécessairement encourus pour avoir droit à la subvention ou pour l'obtenir;
  - ii) les taxes à l'exportation, droits ou autres impositions perçus à l'exportation du produit vers Trinité-et-Tobago, destinés spécifiquement à neutraliser la subvention,

mais l'Autorité ne procédera à une déduction au titre du présent alinéa que si la partie intéressée prouve que la demande est justifiée;

- c) lorsque la subvention n'est pas accordée par référence aux quantités fabriquées, produites, exportées ou transportées, le montant de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est déterminé en répartissant la valeur de la subvention totale selon qu'il sera approprié, sur le niveau de la production, des ventes ou des exportations des produits en question au cours de la période d'enquête concernant le subventionnement;
- d) lorsque la subvention peut être liée à l'acquisition future d'actifs fixes, le montant de la subvention pouvant donner lieu à des



mesures compensatoires sera calculé en étalant la subvention sur une période reflétant l'amortissement normal de ces actifs dans la branche de production concernée et le montant ainsi calculé qui est imputable à la période d'enquête (y compris celui qui découle des actifs fixes acquis avant cette période) sera réparti conformément aux dispositions de l'alinéa c). Toutefois, pour les actifs qui ne se déprécient pas, la subvention sera évaluée comme un prêt sans intérêt et sera traitée conformément au paragraphe 3) b);

- e) lorsqu'une subvention ne peut pas être liée à l'acquisition d'actifs fixes, le montant de l'avantage reçu au cours de la période d'enquête sera en principe imputé à cette période et réparti conformément à l'alinéa c), à moins que des circonstances particulières ne justifient son imputation à une autre période.

## ANNEXE

[Règle 7 c)]

### MESURES DE SOUTIEN INTERNE

1. Les mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter de droit compensateur doivent répondre à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimales. En conséquence, toutes les mesures qu'il est demandé d'exempter doivent satisfaire aux critères de base suivants:

- a) le soutien en question doit être fourni dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics (y compris les recettes publiques sacrifiées) n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs; et
- b) le soutien en question ne doit pas avoir pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs,

ainsi qu'aux critères et conditions spécifiques indiqués ci-dessous, suivant les politiques.

### PROGRAMMES DE SERVICES PUBLICS

#### 2. *Services de caractère général*

Les politiques de la présente catégorie impliquent des dépenses (ou recettes sacrifiées) en rapport avec des programmes qui fournissent des services ou des avantages à l'agriculture ou à la communauté rurale. Elles n'impliquent pas de versements directs aux producteurs ou aux transformateurs. Ces programmes, qui comprennent ceux de la liste suivante, entre autres, doivent être conformes aux critères généraux énoncés au point 1 et, le cas échéant, aux conditions spécifiques indiquées ci-dessous:

- a) recherche, y compris la recherche de caractère général, la recherche liée aux programmes de protection de l'environnement et les programmes de recherche se rapportant à des produits particuliers;
- b) lutte contre les parasites et les maladies, y compris les mesures générales et les mesures par produit, telles que les systèmes d'avertissement rapide, la quarantaine et l'éradication;
- c) services de formation, y compris les moyens de formation générale et spécialisée;
- d) services de vulgarisation et de consultation, y compris la fourniture de moyens destinés à faciliter le transfert d'informations et des résultats de la recherche aux producteurs et aux consommateurs;

- e) services d'inspection, y compris les services de caractère général et l'inspection de produits particuliers, pour des raisons de santé, de sécurité, de contrôle de la qualité ou de normalisation;
- f) services de commercialisation et de promotion, y compris les renseignements sur les marchés, la consultation et la promotion en rapport avec des produits particuliers, mais non compris les dépenses à des fins non spécifiées qui pourraient être utilisées par les vendeurs pour abaisser leurs prix de vente ou conférer un avantage économique direct aux acheteurs;
- g) services d'infrastructure, y compris les réseaux électriques, les routes et autres moyens de transport, les marchés et les installations portuaires, les systèmes d'alimentation en eau, les barrages et les systèmes de drainage et les infrastructures de programmes de protection de l'environnement. Dans tous les cas, les dépenses seront uniquement destinées à mettre en place ou à construire des équipements et excluront la fourniture subventionnée d'installations terminales au niveau des exploitations autres que pour l'extension de réseaux de services publics généralement disponibles. Ne seront pas comprises les subventions aux intrants ou aux frais d'exploitation, ni les redevances d'usage préférentielles.

3. *Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire*

Dépenses (ou recettes sacrifiées) en rapport avec la formation et la détention de stocks de produits faisant partie intégrante d'un programme de sécurité alimentaire défini dans la législation nationale. Peut être comprise l'aide publique au stockage privé de produits dans le cadre d'un tel programme.

Le volume et la formation de ces stocks correspondront à des objectifs prédéterminés se rapportant uniquement à la sécurité alimentaire. Le processus de formation et d'écoulement des stocks sera transparent d'un point de vue financier. Les achats de produits alimentaires par les pouvoirs publics s'effectueront aux prix courants du marché et les ventes de produits provenant des stocks de sécurité, à des prix qui ne seront pas inférieurs au prix courant du marché intérieur payé pour le produit et la qualité considérés.

4. *Aide alimentaire intérieure*

Dépenses (ou recettes sacrifiées) en rapport avec la fourniture d'aide alimentaire intérieure à des segments de la population qui sont dans le besoin.

Le droit à bénéficier de l'aide alimentaire sera déterminé en fonction de critères clairement définis liés à des objectifs en matière de nutrition. Une telle aide consistera à fournir directement des produits alimentaires aux intéressés ou à fournir à ceux qui remplissent les conditions requises des moyens pour leur permettre d'acheter des produits alimentaires aux prix du marché ou à des prix subventionnés. Les achats de produits alimentaires par les pouvoirs publics s'effectueront aux prix courants du marché et le financement et l'administration de l'aide seront transparents.

5. *Versements directs aux producteurs*

Le soutien fourni sous forme de versements directs aux producteurs (ou de recettes sacrifiées, y compris les paiements en nature) qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction sera conforme aux critères de base énoncés au point 1, ainsi qu'aux critères spécifiques s'appliquant à divers types de versements directs, qui sont énoncés aux points 6 à 13 suivants. Dans les cas où il est demandé d'exempter un type de versement direct existant ou nouveau autre que ceux qui sont spécifiés aux points 6 à 13, ce versement devra être conforme non seulement aux critères généraux qui sont énoncés au point 1, mais encore aux critères énoncés aux points 6. b) à 6. e).

6. *Soutien du revenu découplé*

- a) Le droit à bénéficier de versements à ce titre sera déterminé d'après des critères clairement définis, tels que le revenu, la qualité de producteur ou de propriétaire foncier, l'utilisation de facteurs ou le niveau de la production au cours d'une période de base définie et fixe.

- b) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base.
  - c) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base des prix, intérieurs ou internationaux, s'appliquant à une production réalisée au cours d'une année suivant la période de base.
  - d) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base des facteurs de production employés au cours d'une année suivant la période de base.
  - e) Il ne sera pas obligatoire de produire pour pouvoir bénéficier de ces versements.
7. *Participation financière de l'État à des programmes de garantie des revenus et à des programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus*
- a) Le droit à bénéficier de versements à ce titre sera subordonné à une perte de revenu, déterminée uniquement au regard des revenus provenant de l'agriculture, qui excède 30 pour cent du revenu brut moyen ou l'équivalent en termes de revenu net (non compris les versements effectués dans le cadre des mêmes programmes ou de programmes similaires) pour les trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible. Tout producteur qui remplira cette condition aura droit à bénéficier de ces versements.
  - b) Le montant de ces versements compensera moins de 70 pour cent de la perte de revenu du producteur au cours de l'année ou celui-ci acquiert le droit à bénéficier de cette aide.
  - c) Le montant de tout versement de ce genre sera uniquement fonction du revenu; il ne sera pas fonction du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur, ni des prix, intérieurs ou internationaux, s'appliquant à cette production, ni des facteurs de production employés.
  - d) Dans les cas où un producteur bénéficie la même année de versements en vertu du présent point et en vertu du point 8 (aide en cas de catastrophes naturelles), le total de ces versements sera inférieur à 100 pour cent de la perte totale qu'il aura subie.
8. *Versements (effectués soit directement, soit par une participation financière de l'État à des programmes d'assurance récolte) à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles*
- a) Le droit à bénéficier de tels versements n'existera qu'après que les autorités publiques auront formellement reconnu qu'une catastrophe naturelle ou une calamité similaire (y compris les épidémies, les infestations par des parasites, les accidents nucléaires et la guerre sur le territoire du pays concerné) s'est produite ou se produit; il sera subordonné à une perte de production qui excède 30 pour cent de la production moyenne des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible.
  - b) Les versements prévus en cas de catastrophe ne seront effectués que pour les pertes de revenu, de bétail (y compris les versements en rapport avec le traitement vétérinaire des animaux), de terres ou d'autres facteurs de production, consécutives à la catastrophe naturelle en question.
  - c) Les versements ne compenseront pas plus du coût total du remplacement de ce qui aura été perdu et ne comporteront ni prescription ni spécification quant au type ou à la quantité de la production future.
  - d) Les versements effectués pendant une catastrophe n'excéderont pas le niveau requis pour empêcher ou atténuer de nouvelles pertes, telles qu'elles sont définies au point b).

- e) Dans les cas où un producteur bénéficie la même année de versements en vertu du présent point et en vertu du point 7 (programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus), le total de ces versements sera inférieur à 100 pour cent de la perte totale qu'il aura subie.
9. *Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités*
- a) Le droit à bénéficier de versements à ce titre sera déterminé d'après des critères clairement définis dans des programmes destinés à faciliter la cessation d'activité de personnes se consacrant à des productions agricoles commercialisables ou leur passage à des activités non agricoles.
  - b) Les versements seront subordonnés à la condition que les bénéficiaires abandonnent totalement et d'une manière permanente les productions agricoles commercialisables.
10. *Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production*
- a) Le droit à bénéficier de versements à ce titre sera déterminé d'après des critères clairement définis dans des programmes visant à retirer de la production de produits agricoles commercialisables des terres ou ressources, y compris le bétail.
  - b) Les versements seront subordonnés à condition que les terres ne soient plus consacrées pendant trois ans au moins à des productions agricoles commercialisables et, dans le cas du bétail, à son abattage ou à sa liquidation permanente et définitive.
  - c) Les versements ne comporteront ni prescription ni spécification quant aux autres usages devant être faits de ces terres ou autres ressources, qui impliquent la production de produits agricoles commercialisables.
  - d) Les versements ne seront pas fonction du type ou de la quantité de la production, ni des prix, intérieurs ou internationaux, s'appliquant à la production réalisée sur les terres ou avec d'autres ressources qui restent consacrées à la production.
11. *Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement*
- a) Le droit à bénéficier de versements à ce titre sera déterminé d'après des critères clairement définis dans des programmes publics destinés à aider à la restructuration financière ou matérielle des activités d'un producteur pour répondre à des désavantages structurels dont l'existence aura été démontrée de manière objective. Le droit à bénéficier de ce genre de programmes pourra aussi être fondé sur un programme public clairement défini pour la reprivatisation de terres agricoles.
  - b) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base, si ce n'est comme il est prévu au point e) suivant.
  - c) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base des prix, intérieurs ou internationaux, s'appliquant à une production réalisée au cours d'une année suivant la période de base.
  - d) Les versements ne seront effectués que pendant la période nécessaire à la réalisation de l'investissement pour lequel ils sont accordés.
  - e) Les versements ne comporteront ni obligation ni indication d'aucune sorte quant aux produits agricoles devant être produits par les bénéficiaires, excepté pour prescrire à ceux-ci de ne pas produire un produit particulier.
  - f) Les versements seront limités au montant requis pour compenser le désavantage structurel.

12. *Versements au titre de programmes de protection de l'environnement*
- a) Le droit à bénéficier de ces versements sera déterminé dans le cadre d'un programme public clairement défini de protection de l'environnement ou de conservation et dépendra de l'observation de conditions spécifiques prévues par ce programme public, y compris les conditions liées aux méthodes de production ou aux intrants.
  - b) Le montant des versements sera limité aux coûts supplémentaires ou aux pertes de revenu découlant de l'observation du programme public.
13. *Versements au titre de programmes d'aide régionale*
- a) Le droit à bénéficier de ces versements sera limité aux producteurs des régions défavorisées. Chaque région de ce type doit être une zone géographique précise d'un seul tenant ayant une identité économique et administrative définissable, considérée comme défavorisée sur la base de critères neutres et objectifs clairement énoncés dans la législation ou la réglementation et indiquant que les difficultés de la région sont imputables à des circonstances qui ne sont pas uniquement passagères.
  - b) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base du type ou du volume de la production (y compris les têtes de bétail) réalisée par le producteur au cours d'une année suivant la période de base, sauf s'il s'agit de réduire cette production.
  - c) Pour une année donnée, le montant de ces versements ne sera pas fonction ni établi sur la base des prix intérieurs ou internationaux, s'appliquant à une production réalisée au cours d'une année suivant la période de base.
  - d) Les versements seront uniquement disponibles pour les producteurs des régions remplissant les conditions requises, mais seront généralement disponibles pour tous les producteurs de ces régions.
  - e) Dans le cas où ils seront liés aux facteurs de production, les versements seront effectués à un taux dégressif au-delà d'un seuil fixé pour le facteur considéré.
  - f) Les versements seront limités aux coûts supplémentaires ou aux pertes de revenu découlant de la réalisation d'une production agricole dans la région déterminée.

Fait ce 30 janvier 1996.

M. ASSAM  
*Ministre du commerce et de l'industrie*

Présenté à la Chambre des Représentants ce 16 février 1996.

J. SAMPSON  
*Greffier de la Chambre*

Présenté au Sénat ce 6 février 1996.

N. COX  
*Greffier du Sénat*

---